

# LES MISSIONS DE FRANÇOIS DE LANGLADE EN INDOCHINE

par le colonel Ferdinand Michel,  
président de la Fédération des réseaux de résistance en Indochine  
(*Recueil d'articles de la FRRIC*)<sup>1</sup>

## LES CORRESPONDANTS EXTÉRIEURS DE LA RÉSISTANCE D'INDOCHINE DE JUIN 1940 À MARS 1943

[7] De juin 1940 à décembre 1942, seuls les alliés de la France libre en Indochine avaient pu bénéficier du travail de la Résistance indochinoise. Ce n'est qu'à partir de janvier 1943 que les résistants du B.S.M. (Bureau de statistiques militaires), nom de camouflage du Service de renseignement intercolonial, ont pu avoir des contacts directs, sur la frontière de Chine, avec les officiers de la M.M.F. (Mission militaire française), nom de camouflage du Service de renseignement de la France combattante en Extrême-Orient. Au cours de ces contacts, la France combattante va obtenir, enfin, de pouvoir orienter les recherches des résistants en leur remettant des plans de recherche. Ils ne travailleront donc plus en aveugle comme ils l'avaient fait jusque là ; tout au moins en ce qui pouvait intéresser politiquement et économiquement la France combattante.

Mais, pourquoi donc ces contacts avaient mis autant de temps à se réaliser ?

Dès le 18 juin 1940, un groupe de Français de Malaisie, comprenant le lieutenant-colonel Tutange, attaché militaire en Malaisie ; et quelques planteurs parmi lesquels MM. de Langlade<sup>2</sup>, Boule<sup>3</sup>, Léonard et Iribarne... avaient répondu favorablement à l'Appel du général de Gaulle et créé, à Singapour, après accord du Général, le Comité de libération de Malaisie.

Ce comité s'était donné pour tâche la propagande et la recherche de renseignements militaires, économiques et politiques dans l'Asie du Sud-Est — en Indochine française en particulier — au profit de la France Libre et de son alliée du moment, la Grande-Bretagne. C'est dans ce but, comme vu plus haut, que, en juillet 1941, M. de Langlade arriva clandestinement à Saïgon où il rencontra MM. Huchet<sup>4</sup> et William Bazé<sup>5</sup>, pour essayer de réaliser une liaison permanente Saïgon-Singapour avec la France Libre.

Heureusement, cette liaison, que M. de Langlade n'avait pu réaliser existait déjà grâce aux résistants du B.A.M. (Bureau des archives militaires), nom de camouflage, à Saïgon, du Service de Renseignement Intercolonial, et même de ceux de l'organisation de M. C. Huchet, avec l'état-major anglais de Singapour par l'intermédiaire du lieutenant-colonel Green, chef de l'antenne de l'Intelligence Service en Malaisie.

---

<sup>1</sup> Archives Gérard O'Connell.

<sup>2</sup> François de Langlade (1904-1991) : planteur d'hévéas en Malaisie, figure de la Résistance gaulliste en Extrême-Orient sous l'occupation japonaise, administrateur après guerre des Caoutchoucs de Padang. Voir [encadré](#).

<sup>3</sup> Pierre Boule : l'auteur du *Pont de la rivière Kwai* et de la *Planète des singes*.

<sup>4</sup> Camille Huchet : créateur d'[Indochine Import](#).

<sup>5</sup> William Bazé : directeur des [Hévéas de Xuan-Lôc](#).

Les liaisons de M. Huchet se faisaient à peu près uniquement par l'intermédiaire des commandants de caboteurs faisant la navette Singapour-Saïgon et c'est certainement par l'un d'eux que M. de Langlade avait pu contacter M. Huchet, qu'il ne connaissait pas, car il est impensable qu'un responsable de l'Intelligence Service ait pu donner le nom d'un de ses agents à un étranger, fut-il son allié. M. de Langlade n'ignorait donc pas, lorsqu'il l'a rencontré, que M. Huchet travaillait pour l'Intelligence Service. L'essentiel était que l'état-major britannique de Singapour soit toujours informé de l'activité japonaise dans le Sud de l'Indochine, et il le fut.

Ainsi, dans les derniers jours de novembre 1941, une importante flotte japonaise, arrivant par petits paquets, se rassembla dans la baie de Cam-Ranh <sup>6</sup>. Informé de ce regroupement par la Résistance, Singapour envoya des avions de reconnaissance dans le golfe du Siam, jusqu'à la mer de Chine, pour essayer de trouver la destination de cette flotte : Indonésie ou Malaisie ?

Le 6 décembre 1941, dans la journée, un de ces avions repéra un important convoi maritime, comprenant 30 bateaux de transport de troupes escortés par 8 croiseurs et 20 destroyers, qui, ayant doublé la pointe de Camau, se dirigeait vers la Malaisie.

Dans la soirée, les Britanniques purent ainsi mettre en état d'alerte toutes les défenses de Singapour et de Malaisie. (Pearl Harbour : le 8 décembre, selon le fuseau de Tokyo).

À noter que le personnel de la station de T.S.F de l'île de Poulo-Condor avait [8] vu passer le convoi au large de l'île, mais que leur chef n'avait pas jugé utile de rendre compte à Saïgon. Les autorités françaises d'Indochine n'apprirent le passage de cette flotte au large du Cap Saint-Jacques que par le communiqué de langue anglaise émis par Radio-Singapour le 7 décembre dans l'après midi.

Après la chute de Singapour (février 1942), le Comité français de la Libération de Malaisie se replia en Chine et, prenant le nom de Mission militaire française en Chine, se scinda en deux groupes :

- le premier, comprenant le lieutenant-colonel Tutange, messieurs Léonard et Iribarne, s'installa à Tchung-King, à cette époque capitale repliée de la Chine nationaliste ;

- le deuxième, avec messieurs de Langlade et Boule, s'installant à Kun-Ming, capitale de la province frontière du Yunnan.

S'approchant de la frontière d'Indochine, MM. de Langlade et Boule cherchèrent, en vain, à entrer en contact avec les Français d'Indochine. En août 1942, M. de Langlade fut appelé à Londres par le général de Gaulle. Pierre Boule, resté seul à proximité de la frontière indo-chinoise, décida de franchir cette frontière en face de Phong-Tho, pour essayer de gagner clandestinement Hanoï où il savait pouvoir être reçu favorablement. En effet, M. Boule, officier de réserve, avait participé à la guerre contre la Thaïlande, de fin 1940 à début 1941. Il connaissait donc beaucoup de jeunes officiers avec lesquels il avait conservé des liens de camaraderie. Ayant passé la frontière le 1<sup>er</sup> août 1942, Il fut arrêté le 6, près de Lai-Châu, après cinq jours de navigation sur un petit radeau de bambou de sa fabrication, en suivant le cours de la Nam-Na. Transféré à Hanoï, le tribunal militaire le condamna aux travaux forcés à perpétuité <sup>7</sup>.

Seul, le groupe du lieutenant-colonel Tutange restait alors en Chine, installé à Tchung-King, très loin de la frontière d'Indochine. Presque sans moyens d'action, il ne pouvait guère faire autre chose que représenter la France libre en Chine nationaliste, sans aucune possibilité de remplir sa mission de renseignement sur l'Indochine.

---

<sup>6</sup> La [baie de Cam-Ranh](#) (Centre-Annam) : objet de diverses tentatives de mise en valeur et de nombreux débats.

<sup>7</sup> La tentative malheureuse de Pierre Boule est contée en détail par René Poujade dans [Cours martiales](#), p. 111-128.

Enfin, en juin 1942, un renfort important arriva à la M.M.F. en la personne du commandant Coudrais (lieutenant-colonel Airbel, dans la clandestinité), qui va s'installer directement à la frontière sino-indochinoise à Thuy-Cau d'abord, en face du poste frontière français de Ta-Lung ; puis à Long-Tchéou, dès que les Japonais eurent évacué cette ville face à Langson.

Le commandant Coudrais connaissait bien l'Indochine qu'il avait quittée en 1941 par un des derniers bateaux à partir de Saïgon à destination de la métropole. Au passage, du Cap, en Afrique du Sud, il avait rejoint la France Libre (Rapatrié par mesure disciplinaire pour « activités gaullistes », il avait dû laisser sa famille à Hanoï).

Petit à petit, dans le second semestre de 1942, la M.M.F. s'étoffait de personnel venu de Londres ou d'Afrique (F.F.L) et, à partir de décembre 1942, eut enfin les moyens de passer à l'offensive en rencontrant les chefs de poste frontière français dans les postes chinois conjugués : Aï-Diêm pour Chi-Ma, et Thuy-Cau pour Ta-Lung.

Enhardis par l'accueil favorable que leur avaient réservé ces chefs de postes frontière qui leur servirent d'intermédiaires, les officiers de la M.M.F. contactèrent alors les officiers de renseignement dirigeant les antennes du B.S.M. à Lang-Son et à Lao-Kay. C'est ainsi que, au plus haut niveau de la Résistance, la liaison M.M.F. et Résistance indochinoise fut réalisée.

---

[21]

#### 1944 : LE GÉNÉRAL DE GAULLE ENVOIE LE COMMANDANT DE LANGLADE EN MISSION D'INFORMATION EN INDOCHINE

Dans sa lettre du 29 février, destinée au général Mordant, le général de Gaulle ne cite pas le nom de l'amiral Decoux, gouverneur général de l'Indochine, mais, dans la dernière partie, une phrase — « il a pu ne pas être inutile de tenir la position comme cela a été fait jusqu'ici mais il est nécessaire de faire plus » — laisse penser que le Général ne désapprouve pas totalement l'action de l'Amiral à la tête de l'Indochine.

En vérité, le Général doit se rendre compte qu'il ne connaît pas très bien la situation et l'ambiance exacte dans lesquelles se trouve et vit l'Indochine. En effet, les renseignements reçus à Alger sur la situation générale en Indochine et sur l'activité des mouvements de Résistance ne proviennent que de l'organisation de Résistance issue du B.S.M. et du B.A.M., relayée en Chine par la M.M.F., organisme officiel ne comprenant aussi que des militaires.

Par l'intermédiaire de la mission Meynier qui, bien qu'officielle, militaire et française, travaille pratiquement exclusivement et directement au service des Chinois et des Américains, il sait que des mouvements de Résistance, composés en majorité de civils, œuvrant eux aussi exclusivement et directement pour les Chinois et les Américains, existent aussi en Indochine. Or, le contenu de sa lettre, rédigée dans la précipitation, et surtout le choix de son destinataire ont été, en réalité, uniquement dictés par les militaires du B.S.M.

Sa lettre partie, le général de Gaulle eut-il un certain regret d'avoir occulté de la sorte l'amiral Decoux ? Toujours est-il que, dans les premiers jours de mars 1944, il convoquait à Alger le commandant de Langlade, chef de la Mission de liaison en Extrême-Orient à Calcutta, et l'informait de sa décision de l'envoyer, en Indo-Chine, en émissaire auprès de l'amiral Decoux.

Parlant de cette mission dans un article écrit pour la *Revue historique*, le commandant de Langlade dit : « Les préoccupations du général de Gaulle au sujet de l'Indochine sont les suivantes :

— unifier la Résistance intérieure de l'Indochine dont l'unité est déchirée par les actions séparées des Chinois et des Américains.

— préparer à terme et en secret l'intervention des troupes françaises d'Indochine en liaison au Nord avec les forces sino-américaines et au Sud avec l'armée de l'amiral lord Mountbatten à laquelle devait venir s'adjoindre le Corps expéditionnaire français.

À la fin de l'entretien, le général de Gaulle me remet l'ordre de mission manuscrit me chargeant de cette mission. »

De retour à Calcutta, le commandant de Langlade rend compte de sa mission au général Blaizot, commandant désigné du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, en formation en Algérie et à Madagascar, qui décide de faire partir avec lui le commandant Milon, chargé de mettre en place les bases d'un Service Action, et le sergent-chef des télécommunications Marmont, avec un poste radio B.2 pour réaliser la liaison Hanoï-Calcutta.

Avec la « Force 136 » (l'organisation britannique chargée des opérations en zones ennemies, qui dispose de moyens aériens importants), le commandant de Langlade étudie les moyens de se faire parachuter en Indochine ; en même temps, il demande, par l'intermédiaire du colonel Emblanc, chef de la Mission militaire française en Chine, au capitaine Soclet de rechercher un lieu de parachutage et d'organiser, avec l'accord des généraux Mordant et Aymé, un comité de réception. (N.B. : à cette époque, le général Aymé commandait la division du Tonkin).

Les deux généraux refusent tout parachutage « pour ne pas éveiller les soupçons des Japonais ».

Mis au courant de ce refus, le commandant de Langlade fait envoyer un deuxième télégramme au général Mordant, [22] lui annonçant que la mission qu'il a reçue sera effectuée, lui laissant « toute responsabilité de venir en aide ou non aux envoyés ». Malgré l'opposition du haut commandement, le capitaine Soclet fit préparer un comité de réception en mai, à Lai-Châu, puis en juin à Môc-Châu, sans succès pour des raisons climatiques défavorables. Finalement, un parachutage fut décidé par la M.M.F. dans la région de Lang-Son, pour lequel le général Mordant consentit, sur les instances du capitaine Soclet, à en demander la réception par le colonel Robert, chef de la subdivision de Lang-Son.

Le parachutage eut lieu le 5 juillet à 22 h.30 à Na-Dzuong, à quelques kilomètres de Lang-Son, en bordure de la route de Tiên-Yên, dans une tourbière appartenant à M. Rétif, un industriel de Lang-Son, propriétaire d'une [usine de carbure de calcium](#).

C'était le premier parachutage effectué avec des avions de la Force 136 à plus de 3.000 km. de leur base, Calcutta.

En fin de parachutage, le chef du comité de réception s'aperçut que, par rapport au bordereau de parachutage, trois colis manquaient.

Inquiet, il fit fouiller pendant une bonne partie de la nuit, en vain, toute la zone de parachutage et ses alentours. Il dut rentrer au petit jour à Lang-Son, de plus en plus inquiet, avec « trois colis manquants ».

Alerté, le sergent-chef Marmont, ayant réussi par la suite à entrer en contact depuis Hanoï avec Calcutta, signala ces trois colis que l'on n'avait pas retrouvés :

Vérification faite, toute la cargaison était bien arrivée. Les trois « colis » que l'on croyait perdus étaient le commandant de Langlade et ses deux compagnons.

Accueillis par le colonel Robert sur le terrain de parachutage, le commandant de Langlade et ses deux compagnons furent hébergés pour la nuit dans sa résidence à Lang-Son. Tôt dans la matinée, le 6 juillet, toujours accompagné par le colonel Robert, le commandant de Langlade et le sergent-chef Marmont prirent la route de Hanoï, le commandant Milon restant à Lang-Son, le général Mordant refusant de le recevoir.

Dès son arrivée, de Langlade fut reçu par le général Mordant en présence du général Aymé. Le commandant de Langlade montra son ordre de mission écrit et signé par le général de Gaulle, confirmant que sa mission était bien de rencontrer l'amiral Decoux. Les deux généraux lui opposèrent un refus formel « pour des raisons de sécurité », prétextant que le moment n'était pas encore venu, surtout, ajouta le général Mordant, que seul monsieur de Boisanger, le conseiller diplomatique de l'amiral-gouverneur, pouvait préparer cette rencontre et qu'il était absent d'Indochine, l'Amiral lui-même étant à Dalat.

Toujours prétextant des « raisons de sécurité », au lieu de rendre au commandant de Langlade son ordre de mission autographe du général de Gaulle, le général Mordant le déchira (pour qu'il ne puisse pas éventuellement tomber entre les mains des Japonais ?) Sans cet ordre de mission, toute rencontre avec l'amiral Decoux devenait impossible !

L'entretien terminé, le général Mordant exigeait que le commandant de Langlade et le commandant Milon quittent l'Indochine le plus rapidement possible, au maximum dans les quarante-huit heures, et confirmait son refus de recevoir le commandant Milon.

Le commandant Milon venait pour jeter les bases du Service Action et, deux jours après son arrivée, il n'avait donc pu prendre aucun contact. Il fallut toute l'insistance du capitaine Soclet, au cours d'un exposé qui dura une demi-heure, pour que le général Mordant acceptât de le recevoir, et surtout qu'il autorise les deux envoyés du général de Gaulle à prolonger leur séjour de quelques jours afin qu'ils puissent remplir leur mission d'information. Cette mission consistait surtout, pour le commandant de Langlade, à faire le point sur l'organisation, ou plutôt la désorganisation, de la résistance indochinoise par rapport à l'unité voulue par le général de Gaulle.

Il put ainsi constater qu'en Indochine, il n'y avait pas une résistance mais plusieurs qui travaillaient, les unes à peu près exclusivement et directement avec les Chinois et les Américains, une autre constituée par les résistants, à peu près tous militaires du B.S.M. au Nord et du B.A.M. au Sud, travaillant exclusivement, par l'intermédiaire de la Mission militaire française en Chine, au profit du Gouvernement provisoire de la [23] République française et de ses alliés en Chine et aux Indes.

Entre ces deux organisations, Mingant, qui appartenait au BSM et qui, clandestinement, avait créé son propre réseau, semblait faire la liaison, alors qu'en fait, utilisant les moyens de liaison radio du groupement de M. Lan <sup>8</sup> pour transmettre les renseignements demandant une exploitation rapide obtenus par son propre réseau, il était devenu, pratiquement, codirecteur de l'organisation sino-américaine de Gordon pour l'Indochine.

Aux yeux des responsables des réseaux du Centre, du Sud et du Cambodge, le capitaine Mingant était « le gaulliste » du B.S.M. en qui on pouvait avoir entière confiance, ce qui n'était malheureusement pas le cas pour les autres officiers du B.S.M.

Dans son rapport d'activité, le capitaine Soclet écrit : « les Français, de bonne foi, hésitaient à se confier à des militaires appartenant au B.S.M. ; ce service représentait pour eux un organisme officiel, donc suspect. »

---

<sup>8</sup> André Lan (Saïgon, 24 février 1911-Saïgon, 1961). Fils de Jean-Jacques Lan, inspecteur de l'agriculture au jardin botanique, puis directeur de l'École supérieure d'agriculture et de sylviculture de Hanoï et [entrepreneur](#), vénérable de la Fraternité tonkinoise, et de Léa Louis Charles.

André Lan figure comme maître répétiteur au Lycée Albert-Sarraut sur les [listes d'électeurs au Grand Conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine](#) de 1935 à 1939.

Après avoir entamé des études de médecine, il aurait travaillé à Haïphong pour une maison chinoise d'import-export favorable à Tchang-Kaï-Chek. Il refuse en 1944 d'obéir à l'ordre du général de Gaulle de cesser ses relations avec Gordon. Après la guerre, il demande la nationalité américaine, américanise son nom en Lane et s'associe avec Lincoln Brownell au sein d'Engenico, maison d'importation sise 22, bd Nguyễn-Hue (ex-Channer) à Saïgon.

Sa fille, Patricia Lane, travaille aujourd'hui dans la publicité à Genève (2021).  
(En participation avec Martin L. Mickelsen).

Il y avait eu aussi la question des moyens de transmission des renseignements demandant une exploitation rapide, qui avait amené les réseaux du Centre, du Sud et du Cambodge à se rallier à l'organisme de M. Lan : lui seulement, avec les moyens importants que lui fournissaient les Américains, pouvait les équiper en poste radio.

Ainsi, au Centre-Annam, M. Tricoire <sup>9</sup> qui, jusqu'en février 1944, transmettait directement ses renseignements en utilisant clandestinement le poste radio officiel du Service des Transmissions du Gouvernement général dont l'opérateur avait été gagné à sa cause, fut obligé d'interrompre ses liaisons ; cet opérateur venant d'être muté. Immédiatement alerté par le capitaine Mingant, M. Lan intervint auprès de M. Gordon en Chine, et, début mars, M. Tricoire reçut de ce dernier un poste B.2. américain et put continuer à correspondre directement avec lui.

En juin 1944, M. Bocquet<sup>10</sup>, le meneur de l'organisation de Cochinchine, reçoit lui aussi un poste radio B.2 américain et correspond alors à partir de cette date, directement, avec Gordon.

En août 1944, c'est au tour de M. Plasson <sup>11</sup>, le responsable civil de la Résistance au Cambodge, de recevoir un poste de Gordon, par l'intermédiaire de M. Lan. Il put alors, lui aussi, communiquer directement avec M. Gordon.

Ce n'est qu'à partir de fin 1944 que le B.S.M. sera en mesure d'équiper en moyens radio les résistants civils d'Indochine.

Ainsi, comme put le constater le commandant de Langlade, grâce à ces poste radio fournis par les Américains, et venus de Chine, un très important réseau de résistance, qui s'était donné comme nom « Organisation civile de résistance en Indochine (O.C.R.I.) », s'étendait de la frontière de Chine à la pointe de Camau, regroupant les organisations de Lan, Tricoire, Bocquet et Plasson. Le but de M. Gordon, de créer en Indochine une résistance « sino-américaine » n'ayant aucune attache avec la France, était ainsi atteint.

Un dernier mouvement de résistance, celui du commandant Bjering <sup>12</sup>, existait également au Tonkin. C'était le seul uniquement destiné à l'action. Dans le secret le plus absolu, de nombreux jeunes, recrutés principalement parmi les élèves les plus âgés du Lycée Albert-Sarraut ou parmi les étudiants des Universités, étaient instruits et entraînés à l'utilisation des armes modernes. Destiné surtout à combattre en milieu urbain, les instructeurs, presque tous anciens officiers ou sous-officiers, leur enseignant la technique de la guérilla urbaine, réparti en petites unités, sections et groupes, ayant chacune un chef désigné, ce réseau était en réalité une unité clandestine importante que l'on pouvait comparer aux unités de F.F.I. de la Métropole. Certainement, il aurait pu constituer un appoint important à la résistance militaire armée lors de l'attaque japonaise, si les armes qui avaient été parachutées et qui lui étaient destinées avaient pu lui être distribuées et, surtout, qu'alertés à temps, les chefs aient pu rassembler leurs unités.

L'autre question importante à régler au cours de cet entretien du général Mordant, accompagné du général Aymé, et du commandant de Langlade était : Qui va prendre le commandement de la Résistance afin de l'unifier ?

[24] Le général Mordant devant être atteint par la limite d'âge de son grade, donc mis à la retraite dans les jours qui suivaient, et le général Aymé, promu général de corps d'armée pour la circonstance, devant lui succéder, la question lui est posée. Il refuse ce commandement, mais accepte, si le général Mordant veut bien le prendre, de servir sous ses ordres, bien qu'il soit en retraite. Le général accepte. Ce sera donc lui qui, en

---

<sup>9</sup> Voir l'[histoire du réseau Tricoire](#).

<sup>10</sup> Mario Bocquet : directeur des services techniques des [Plantations des Terres-Rouges](#).

<sup>11</sup> [Lucien Louis Gabriel Plasson](#) (Paris IX<sup>e</sup>, 29 avr. 1905-Sartrouville, 21 juil. 1986) : directeur Roussely, import-export à Pnom-Penh. [Réciendaire d'un sabre japonais à la Libération](#).

<sup>12</sup> Voir René Poujade, [Cours martiales](#), p. 175-178.

principe, sera proposé au général de Gaulle pour prendre les fonctions de délégué général du Gouvernement provisoire de la République française en Indochine. En principe seulement car le commandant de Langlade veut, avant de prendre la décision, consulter ceux avec qui il est en contact depuis longtemps, et qu'il apprécie : les capitaines Levain et Soclet.

Sur l'insistance de Soclet — le général Mordant ayant accepté que les envoyés du général de Gaulle restent en Indochine le temps de remplir leur mission —, le commandant de Langlade s'installe chez le capitaine Soclet. Il y est rejoint, le 8 juillet, par le commandant Milon que, toujours sur l'insistance de Soclet, les généraux ont enfin consenti à recevoir.

À son arrivée à Hanoï, le commandant Milon remet au capitaine Soclet, qui va les remettre au général Mordant, qui hésite toujours à le recevoir, les documents qu'il ramène de Calcutta.

Quelques heures plus tard, par note manuscrite, toujours confiée à Soclet pour qu'il la remette à Milon, Mordant faisait savoir que :

1°) dans l'instant, aucune action d'un service d'action intérieur n'était possible étant donné l'activité de la police du Gouvernement général qui, par ses nombreux informateurs, mettrait très vite le gouverneur général Decoux au courant,

2°) qu'il fallait s'abstenir d'envoyer des instructeurs et que tout parachutage était actuellement contre-indiqué parce que trop dangereux.

Il concluait sa note en affirmant qu'il n'y avait aucun indice de coup de force japonais, qui est, dans tous les cas, très improbable, sauf imprudence extérieure.

Milon insistant pour être reçu, son entretien avec les généraux Mordant et Aymé eut lieu le 9 juillet 1944.

Le général Mordant, après n'avoir pas apprécié que le commandant Milon lui remette une lettre du général Blaizot, commandant désigné du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, dont il n'entendait pas recevoir d'instructions (probablement parce qu'il était moins ancien en grade que lui...), fit remarquer à Milon que sa mission lui semblait « prématurée et pleine de risques pour l'Indochine ». Il insista, écrit le commandant Milon, en déclarant : « Il crève les yeux qu'il ne peut être question de parachutage, c'est trop dangereux ! »

Par contre, il approuvait la mission du commandant de Langlade qui, « depuis longtemps lui paraissait nécessaire ; on avait même attendu trop longtemps pour envoyer quelqu'un s'informer sur place. »

Milon, ayant ensuite expliqué la technique préconisée pour l'organisation du Service action, conclut « que négliger l'offre qui était faite pour la première fois d'aide à l'Indochine serait gros de conséquence. »

Enfin, ramené à la raison par les explications et précisions fournies par Milon, Mordant accepte qu'un accord soit alors conclu avec le B.S.M. et qu'une section de liaison soit créée, sous la direction du colonel Cavalin, chef du Service des Transmissions, comprenant le capitaine Soclet et les lieutenants de Cossette et Houel, ce dernier venant déjà de la M.M.F.

Le 12 juillet, une réunion eut lieu chez Soclet (à laquelle on avait demandé à Levain de venir participer) au cours de laquelle, entre autres, fut posée la question de savoir si, réellement, Mordant était l'idone pour prendre la direction de la Résistance en Indochine. Ses conclusions furent qu'il l'était : aucun civil de l'intérieur n'était envisageable, car il serait très rapidement connu, critiqué et jaloué ; un officier général ne sera, en principe, pas contesté à condition d'être judicieusement choisi. Le général Aymé, possible, ayant refusé, les autres généraux présents en Indochine n'étant pas suffisamment connus dans l'ensemble du territoire, le général Mordant était, malgré quelques réserves au sujet de son « passé collaborationniste », le seul en qui les cadres de l'Armée et surtout [25] la troupe pourront faire confiance ; de plus, la lettre du 29 février, signée du général de Gaulle qu'il avait reçue, l'engageait déjà dans la



Résistance. C'est donc bien lui que le commandant de Langlade proposerait au général de Gaulle pour le poste de délégué général du Gouvernement provisoire de la République en Indochine.

Au cours des quelques jours que les commandants Milon et de Langlade restèrent en Indochine, de nombreux et importants contacts furent pris, grâce au colonel Robert, avec des civils et des militaires déjà engagés dans la Résistance. C'est, munis de précieux renseignements sur la Résistance, que, le 22 juillet, ils franchirent la frontière chinoise à Lao-Kay. Sur le côté chinois, ils furent reçus par un officier britannique et par le général chinois May-Tsin, chef du Service de renseignement au Yunnan. Pour éviter toutes questions indiscrettes de la part du général chinois sur le but et le résultat de sa mission, le commandant de Langlade se présenta comme un pilote anglais, tombé en Indochine et que la Résistance indochinoise faisait évader. Les formalités d'entrée en Chine rapidement terminées, de Langlade et Milon, accompagnés par l'officier britannique, gagnèrent, à pied, Kun-Ming, la capitale du Yunnan, d'où ils rejoignirent Calcutta par avion.

\*  
\* . \*

Au cours du premier semestre 1944, pratiquement rien ne vint troubler l'activité des mouvements de Résistance groupés dans l'O.C.R.I., leur efficacité au contraire devenant de plus en plus grande grâce aux progrès réalisés dans la rapidité de l'acheminement des renseignements vers les Américains, seuls capables de les exploiter, par l'intermédiaire de Gordon.

Il en fut bien autrement au B.A.M. et au B.S.M. .

Fin 1943, le lieutenant-colonel Vallin avait remplacé le capitaine Bergès à la tête du B.A.M. à Saïgon : « Très timoré, écrit le capitaine Guiol (adjoint du capitaine Mingant dans son réseau), il appliqua scrupuleusement les [directives de l'amiral Decoux d'interdiction d'espionner les forces japonaises ; et surtout d'entretenir des liaisons avec les Alliés](#). Seuls au B.A.M., le capitaine de Faÿ et son adjoint, le sous-lieutenant du Couëdic, sont clandestinement en liaison avec le capitaine Mingant. Début 1944, du Couëdic ayant cherché à prendre contact avec le groupement civil de M. Bocquet pour essayer d'unir leurs actions, le lieutenant-colonel Vallin, mis au courant par une indiscretion, le limogea du service.

De Faÿ reprit plus habilement la question et réussit à réaliser cette liaison avec le mouvement des civils, par l'intermédiaire de MM. Bocquet et Barué. En juin 1944, le capitaine de Faÿ fut limogé à son tour du S.R., à la suite, écrit le capitaine Guiol, « d'une opposition avec son chef de service ». Son départ fut, en fait, la fin de la Résistance clandestine du B.A.M.

Au Nord, au début de 1944, une grave indiscretion du lieutenant Pianelli, un des premiers et des plus efficaces résistants du B.S.M., amena le capitaine Levain à lui faire les observations qui s'imposaient. Pianelli reconnut les faits, mais garda une certaine rancune à l'égard de Levain. En service à la Liaison franco-japonaise, il ignora à partir de ce moment-là le B.S.M., tout en restant en liaison avec le capitaine Mingant, qui, en mars 1944, l'aidera à passer en Chine, en compagnie du capitaine Beaumadier, pour rejoindre les F.F.L.

En février, profitant de la fête du Têt vietnamien, le capitaine Mingant avait déjà réussi à faire franchir la frontière chinoise à la famille du commandant Coudrais, chef d'antenne de la M.M.F. à Long-Tchéou.

En février également, le médecin-commandant Kernevez, en service à Lang-Son, soupçonné « d'activités gaullistes », est muté à Haïphong. Il décide alors, lui aussi, de rejoindre les F.F.L. et franchit la frontière chinoise par le poste frontière de Chi-Ma, 24



heures après le lieutenant Pianelli. (Cette évasion entraînera la mutation du chef de Poste, le lieutenant Bitzberger).

Tous ces départs amenèrent le chef de province de Lang-Son (B...) à faire un rapport au gouverneur général, accusant le capitaine Mingant d'avoir favorisé ces évasions. Sur demande de l'amiral Decoux, le général Mordant fit alors muter Mingant au Service de l'Education physique à Hanoï, où il arriva le 8 avril. Le motif de cette mutation lui fut communiqué : « A fait passer la frontière à [26] M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Coudrais et au médecin-commandant Kernevez. A entretenu des relations suivies avec les dissidents en Chine. »

Au sujet de cette mutation, Mingant écrit dans son rapport d'activité : « Mon éloignement de la frontière ne changea rien à l'organisation. Le capitaine Linard, mon successeur, et le lieutenant Michaud, son adjoint, continuèrent, sous les ordres du colonel Robert, ce travail passionnant. Ils y furent aidés, comme moi, par les officiers des postes militaires de police frontière.

... À Hanoï, je prends un contact plus étroit avec tous les membres de notre groupe auxquels d'autres viennent s'adjoindre au fur et à mesure de nos besoins...

C'est ainsi que le groupement clandestin réalisé par le capitaine Marcel Mingant devint complètement indépendant de celui du B.S.M. et se rallia en totalité au groupe de M. Lan.

---

#### 1944-1945 : FIN DE LA RÉSISTANCE CLANDESTINE RÉALISATION DE L'UNITÉ DE LA RÉSISTANCE RENSEIGNEMENT MISE EN PLACE DU SERVICE « ACTION »

Au cours de leurs entretiens, le général Mordant et le commandant de Langlade avaient établi les plans de l'organisation de la Résistance indochinoise, en fonction des directives données par le général de Gaulle.

La première chose à faire était l'unification de cette Résistance, qui devait se réaliser autour du B.S.M., qui devenait le seul intermédiaire autorisé entre les différents groupes de la Résistance et les organismes mis en place par le Gouvernement de la France libérée, en Chine et aux Indes.

Ensuite, la Résistance étant par nature l'œuvre de civils, son chef devait être, autant que possible, un civil. Enfin, un service d'action, indépendant de la recherche du renseignement, devait être organisé. Pour cela, le commandant Milon, porte-parole du Service Action extérieur, basé en Inde et dirigé par le colonel de Crèvecœur, avait donné les instructions nécessaires à quelques membres importants de la Résistance, civils et militaires, désignés par le colonel Robert et le capitaine Soclet.

La première organisation à mettre sur pied était celle du Nord. Son chef devait être désigné par le responsable de la Résistance au Tonkin, avec l'accord du général Mordant. Elle comprenait environ 200 hommes, civils et militaires, particulièrement aptes physiquement et moralement au combat de guérilla. Les civils auraient le statut de « mobilisé », leur tenue serait la tenue civile.

Ils recevront leurs directives, directement, du chef du Service Action extérieur, le colonel de Crèvecœur, basé à Calcutta, et pour cela, ils percevront des postes radio à longue portée. Chaque territoire indo-chinois, Tonkin, Annam, Cambodge, Laos, Cochinchine, aura son Service Action propre, bien cloisonné, entièrement indépendant ; la liaison entre eux ne se faisant seulement qu'en cas d'extrême nécessité et par l'intermédiaire des Services du colonel de Crèvecœur, à Calcutta.

[27] Les commandants de Langlade et Milon ayant passé la frontière chinoise pour rejoindre Calcutta, puis, pour le commandant de Langlade, Paris, où venait de s'installer le G.P.R.F. (Gouvernement provisoire de la République française), les autorités

d'Indochine responsables se mirent au travail pour mettre en place cette nouvelle Résistance, avec son Service Action.

Le civil choisi par le général Mordant pour être le responsable de la Résistance indochinoise fut un ingénieur des Travaux publics, M. Longeaux, « résistant de la première heure », sympathisant du réseau Lan. Intelligent, organisateur, on pouvait espérer qu'il puisse être accepté par tous les responsables civils de la Résistance. Les mois qui suivirent montrèrent que cette désignation fut surtout symbolique et que son rôle se bornait à celui de conseiller du général Mordant, particulièrement pour la désignation des délégués civils auprès des chefs de la Résistance dans les différents territoires. C'étaient, partout, les autorités exerçant le commandement militaire de ces territoires... et, pratiquement, tous ces délégués civils furent des ingénieurs des Travaux publics.

Le colonel Robert, sans être désigné officiellement mais ayant la confiance des généraux Mordant et Aymé (ayant, d'autre part, été particulièrement apprécié par le commandant de Langlade) devint le chef de la Résistance au Tonkin. Pour l'organisation du Service Action Nord, il proposa au général Mordant, qui l'accepta, le capitaine Mingant.

Au B.S.M., les capitaine Soclet et Taix, prenant leur bâton de pèlerin, partirent prêcher la bonne parole aux dirigeants civils des organisations de Résistance du Tonkin, d'abord, puis de l'Annam, de Cochinchine et du Cambodge, pour réaliser cette unité de la Résistance tant recherchée, objectif n° 1 des instructions du général de Gaulle transmises par le commandant de Langlade.

Peu de temps après le départ du commandant de Langlade, le colonel Charnier avait été remplacé à la tête du B.S.M. par le colonel Cavalin, chef du Service des transmissions. Malheureusement, tout au moins dans les premiers temps, il n'obtint pas plus la confiance des organisations civiles que ne l'avait son prédécesseur. Dans un rapport sur ses activités dans la résistance de 1940 à 1945, un résistant civil qui fut un des plus actifs écrit, parlant de cette situation : « ... le principal mérite du colonel Cavalin était d'avoir ses bureaux contigus à ceux du B.S.M. et de faire actionner la radio, maintenant officiellement, avec l'autre côté... »

C'est aussi le capitaine Soclet qui, parlant des entretiens qu'il avait avec des responsables civils, qui, jusque là, lui avaient fait confiance, écrit : « ... la chose (réalisation de l'unité de la Résistance) n'était pas facile et je m'aperçus que l'autorité du général Mordant et du colonel Cavalin, venus trop tard dans la Résistance, était difficile à asseoir auprès de certains civils qui se disaient résistants de la première heure...

Cette activité du capitaine Soclet en vue de la réalisation de l'unité de la Résistance, qui commençait à porter ses fruits, irritait énormément le capitaine Mingant, attaché, lui, à une unité qui, si elle était vraiment nécessaire, devrait se faire plutôt au profit de Gordon, donc des Américains, qui, dans l'immédiat, avaient seuls les moyens d'exploiter efficacement les renseignements que leur envoyait la Résistance. De nombreux conflits les opposèrent. Le capitaine Mingant ayant l'appui du colonel Robert, le capitaine Soclet ne se sentant plus en mesure d'y faire face, demanda au général Aymé (qui venait, le 2 juillet, de prendre la succession du général Mordant atteint par la limite d'âge de son grade) le retour du capitaine Levain au B.S.M., pour qu'il y reprenne ses anciennes fonctions.

Pour ne pas avoir les mêmes ennuis que Soclet avec Mingant, Levain demanda, avant de prendre sa décision, de rencontrer le colonel Robert. L'entrevue eut lieu à Hanoï, chez le capitaine Lambreton, un ami de Levain qui avait été chef d'état-major du colonel Robert au cours des opérations contre la Thaïlande (1940-1941). Cette entrevue ayant été positive le capitaine Levain accepta de revenir au B.S.M. où il arriva dans les premiers jours de septembre 1944 et prit les fonctions d'adjoint du colonel Cavalin.

[28] Fin septembre, entre le départ d'Indochine du commandant de Langlade et le retour au B.S.M. du capitaine Levain, la Résistance, tout le moins au Tonkin, avait, du

fait des mesures prises pour la mise en place du Service Action, déjà beaucoup évolué. Deux parachutages de personnel et de matériel (radio, armes modernes, explosifs, médicaments) effectués par avions Liberator de la Force 136 venant de Calcutta, avaient déjà été réceptionnés ; le premier dans la région de Vietri, le 24 juillet, le deuxième à la pleine lune suivante, fin août, dans la région de Tòng.

Sur le plan de l'organisation, le général Sabatier, remplaçant du général Aymé à la tête de la Division du Tonkin, avait pris à son compte l'organisation de la Résistance, après avoir constaté « le cafouillis effroyable des petites ambitions et rivalités individuelles et l'antagonisme des groupements existants ».

Le capitaine Mingant qui, à l'issue des entretiens Langlade-Mordant, avait été désigné pour organiser le Service Action du Tonkin, avait été, selon son expression, « limogé », sans que son remplaçant fut désigné ; ce qui lui fit écrire : « Tout le travail d'un mois est ainsi réduit à néant. »

Seules, la recherche du renseignement et sa transmission pour exploitation en Chine et aux Indes continuaient à fonctionner dans d'excellentes conditions, bien que l'unité, tant recherchée, n'aie pas été réalisée :

- Lan et Mingant refusaient toujours d'arrêter leurs liaisons directes avec Gordon ;
- l'organisation de M. Plasson, seule, au Cambodge, s'était franchement ralliée au B.S.M. ;
- M. Tricoire, le chef de la Résistance au Centre-Annam (dont les renseignements recueillis par le Guet Maritime sur la côte d'Annam étaient d'une importance capitale pour les Alliés, Américains au Nord et Britanniques au Sud) était toujours hésitant car persuadé, et conforté en cela par Lan et Mingant, que la filière américaine directe était la plus efficace.

Analysant cette situation, Levain devait constater que, si l'ambiance au B.S.M. était bien meilleure depuis le départ du colonel Charnier, l'adhésion récente à la Résistance de nombreux cadres civils et militaires (qui, après avoir applaudi à la politique de collaboration de Vichy en Indo-Chine, donnaient à penser qu'ils cherchaient, uniquement, à se « dédouaner ») créait un grand malaise préjudiciable à l'organisation de la nouvelle Résistance préconisée de l'extérieur par le Comité d'action de l'Indochine.

\*  
\*      \*

Sa mission en Indochine terminée, le commandant de Langlade se rendit à Paris, via Kun-Ming et Calcutta, pour rendre compte au général de Gaulle, dont le GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) venait de s'installer dans la capitale libérée.

La mission qui lui avait été confiée n'avait, en fait, été que partiellement remplie. Il n'avait pas rencontré l'amiral Decoux (gouverneur général de l'Indochine nommé par Vichy) et l'unité de la Résistance était encore loin d'être réalisée. Ses seuls résultats positifs étaient de pouvoir donner au général de Gaulle :

1°) l'état des troupes d'Indochine, mal armées, mal équipées ; et de pouvoir ainsi insister sur la nécessité urgente de leur parachuter armes, munitions et personnel technique pour leur apprendre à les utiliser,

2°) d'expliquer au Général les raisons pour lesquelles le délégué du Gouvernement provisoire pour l'Indochine (susceptible d'être accepté par la Résistance civile et militaire afin d'avoir l'autorité suffisante pour l'unifier) ne pouvait être que le général Mordant.

Le général de Gaulle, tenant absolument à prendre contact avec l'amiral gouverneur général Decoux, décida alors de renvoyer en Indochine le commandant de Langlade ;

après lui avoir dicté les instructions qu'il devait transmettre à l'Amiral pour qu'il sache clairement ce que la France libérée attendait de lui, pour la libération de l'Indochine.

Comme suite à ce rapport, le 3 septembre 1944, M. Plevin, ministre des Colonies, envoyait au général Mordant un télégramme le nommant « délégué général du Comité d'action en Indochine », ce comité [29] étant l'organe gouvernemental chargé de diriger l'action conduite pour la libération du territoire.

Les précisions qui suivaient, pour l'informer de ce en quoi cette nomination l'habilitait, le faisaient, en fait, le nouveau mais clandestin chef de l'Indochine.

Cette date du 3 septembre 1944 a une importance capitale pour la Résistance en Indochine : elle met fin à la vraie Résistance, c'est-à-dire la clandestine.

Dans sa séance du 17 avril 1947, la Délégation générale F.F.C.I., siégeant à Paris, après avis de la Commission nationale d'homologation F.F.C. (Forces françaises combattantes) et de la sous-commission Indochine, décida que seuls les réseaux de Résistance ayant existé entre 1940 et le 3 septembre 1944 pouvaient être homologués F.F.C. ; pour les autres, formés après cette date, il ne pouvait s'agir que de « services militaires ».

\*  
\*   \*   \*

Toutes les liaisons avec le Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.) et la Résistance indochinoise avaient été réalisées dans un tel secret qu'il semble que les services de police du gouvernement général (pourtant si actifs dans la recherche des gaullistes) ne les aient pas décelés car, lorsque le 28 octobre 1944, le général Aymé annonça à l'amiral Decoux la nomination par le Gouvernement provisoire de la République Française du général Mordant, délégué général du Comité d'action pour l'Indochine, et qu'il devait lui obéir, sa surprise fut totale.

Quatre jours plus tard, le 1<sup>er</sup> novembre, dans un télégramme envoyé au Ministère des Colonies, l'Amiral protestait contre la situation dans laquelle le Gouvernement provisoire le mettait et menaçait de démissionner, en ces termes : « Si je dois demeurer le Chef responsable, il est indispensable que j'ai la confiance du Gouvernement et que je sois obéi par tous, sur place..... Si ces conditions ne sont pas remplies, je ne me sens plus l'autorité nécessaire pour conserver les pouvoirs. J'ai donc prévu, dans cette éventualité, de les passer au général Aymé. »

Le 14 novembre 1944, le ministre des Colonies lui répondait en lui donnant l'ordre formel de ne pas se démettre de son poste, tant qu'il n'en recevra pas l'ordre du Gouvernement, soit directement, soit par le général Mordant.

\*  
\*   \*   \*

Le 15 novembre, le commandant de Langlade arrivait de nouveau en Indochine, transporté cette fois par un avion Lysander qui put se poser sur la piste de Diên-Biên-Phu, venant de Kun-Ming, en Chine. Les Américains avaient enfin autorisé les avions britanniques, partant de Calcutta à destination de l'Indochine, à faire escale sur les aérodromes de la XIV<sup>e</sup> U.S. Air Force.

Sa mission consistait à :

1° rencontrer l'amiral-gouverneur Decoux et lui transmettre les instructions du général de Gaulle, chef du G.P.R.F.

2° imposer l'unification de la Résistance, réclamée avec insistance par la D.G.E.R. (Direction générale des études et recherches).

En ce qui concerne sa mission auprès de l'amiral Decoux, le commandant de Langlade écrit, dans un article paru dans la revue *Historia* :

« Je peux garantir à l'Amiral que son action passée, en tant qu'elle avait servi la présence française en Indochine, sera portée à son crédit (sans tenir compte des dures sanctions que lui ou des subordonnés trop zélés avaient cru devoir prendre pour apaiser l'occupant japonais) et que, pour l'avenir, il lui serait demandé de continuer sa collaboration avec l'occupant et, pour ce faire, ne rien connaître de la Résistance civile et militaire ».

« Son acceptation de principe est câblée à Paris et, en retour, vient le télégramme des instructions du général de Gaulle, qui est remis à l'amiral ».

Le commandant de Langlade ajoute :

« Il est regrettable que l'amiral Decoux ne suive pas les instructions par la suite et, [30] au contraire, alerte les Japonais par des mesures opposées à celles qu'il prenait quand il était sous l'obédience de Vichy. Pour la réalisation de la deuxième partie de sa mission, l'unification de la Résistance, le commandant de Langlade décide de recevoir individuellement les têtes du réseau Gordon, pour leur définir la ligne de conduite à tenir.

Dans l'annexe n° 1 de son rapport d'activité, Levain explique ainsi comment, avec beaucoup de difficulté par suite de l'entêtement de Lan, s'est réalisée, par la contrainte en fait, cette unité de la Résistance :

— En novembre 1944, le réseau Gordon disposait en Indochine des moyens radio de communication à longue distance suivant :

- Hanoi.

Deux postes exploités :

— un par l'équipe Lan-Lanata <sup>13</sup> ;

— un par l'équipe Giraud-Giorgi.

- Haïphong.

Un poste, exploité par le lieutenant Martin-Jarand et M. Battesti.

- Moncay.

Un poste, exploité par le lieutenant Jean.

- Saïgon.

Un poste, exploité par M. Rondon <sup>14</sup> et le colonel Weisser <sup>15</sup>

Après avoir expliqué les raisons de la nécessité de réaliser l'unité de la Résistance au profit de la Mission militaire française en Chine, le commandant de Langlade définit ainsi la conduite à tenir :

— Le gouvernement français est représenté en Chine par la Mission française, qui assure la liaison avec le commandement chinois et le commandement américain.

---

<sup>13</sup> Louis Lanata : pilote d'Air Orient, puis d'Air France. Chevalier de la [Légion d'honneur](#) (1933). [Médaille de la Résistance française avec rosette](#) (déc. 1947)

<sup>14</sup> Chef d'une importante [maison de commerce](#).

<sup>15</sup> Weiser (et non *Weisser*) : président fin 1945 de la [section cochinchinoise](#) de l'Association générale des résistants d'Outre-mer.

- Tous les Français doivent servir la M.M.F.
- Des postes radio seront remis pour permettre de travailler directement avec la Mission militaire française en Chine.
- En attendant la réception de ces postes, est tolérée l'envoi à Gordon des renseignements suivants :
  - a) la météo,
  - b) les renseignements d'exploitation immédiate concernant le trafic maritime et les mouvements de troupes japonaises, à l'exclusion de tous autres renseignements d'ordre politique, militaire ou économique,
  - c) le B.S.M. contrôlera ces activités : seul, il pourra faire passer des demandes de bombardement.

À Hanoï, l'équipe Giraud-Giorgi appliqua sans réticence les instructions reçues, en cessant ses relations avec Gordon et en travaillant en collaboration parfaite avec le B.S.M., qui lui donna un poste radio avec lequel elle s'accrocha immédiatement avec la M.M.F. de Kun-Ming, puis avec Calcutta. (dès l'acceptation de l'équipe Giraud-Giorgi de travailler avec la MMF, Lan avait récupéré immédiatement le poste radio qui lui avait été donné par Gordon).

Se rallièrent également sans aucune réticence : le lieutenant Jean, à Moncay, l'équipe Battesti-Martin-Jarand à Haïphong ; MM. Rondon et Bocquet et le colonel Weisser [Weiser] à Saïgon.

Seule, l'équipe Lan-Lanata, appuyée par le capitaine Mingant, refusa de cesser ses relations directes avec Gordon, et tout contrôle du B.S.M. : Lan déclara qu'il était propriétaire des postes qu'il exportait ; ils lui avaient été donnés par les Américains et ne peuvent donc être détournés de Gordon pour faire la liaison avec la M.M.F.

Telle était la situation au départ de l'Indochine, pour la deuxième fois, du commandant de Langlade, le 12 décembre 1944.

Convoqué plusieurs fois par le colonel Cavalin, Lan quitta Hanoï et ne répondit pas. C'est alors que Calcutta, constatant que les liaisons directes avec Gordon n'avaient pas cessé, ordonna par télégramme : « Interdiction d'établir des relations directes avec des agents étrangers, sans autorisation de la M.M.F. ; toute liaison directe entre Français et étrangers, non autorisée par la M.M.F., doit être considérée comme trahison. »

Finalement, Mingant, éliminé du S.R., puis jugé indésirable au Tonkin, fut muté à Paksé, au Laos.

En février, devant la mauvaise volonté de Lan, le général Mordant fit saisir tous les postes radio trafiquant directement avec Gordon :

L'unité de la Résistance était réalisée.

---